

A world map in shades of blue, overlaid with a network of white dots and lines, suggesting global connectivity. An orange location pin is placed in the North Atlantic region.

CAHIER
DU CÉRIUM

No 38, 2026-09 (DOI 10.71781/36265)

**Comment la radicalisation est devenue une affaire de
famille : une généalogie critique des politiques
européennes de prévention (2001–2025)**

Amani Braa

Centre d'études
et de recherches
internationales



Université 
de Montréal

Comment la radicalisation est devenue une affaire de famille : une généalogie critique des politiques européennes de prévention (2001–2025)

Amani Braa¹

Résumé

Vingt ans après l'émergence des premières politiques de prévention de la radicalisation en Europe, une question demeure étonnamment peu posée : qu'ont concrètement produit ces dispositifs ? Alors que d'importantes ressources politiques, institutionnelles et scientifiques ont été mobilisées pour comprendre, prévenir et anticiper la radicalisation et le terrorisme, les effets de cette gouvernamentalité préventive ont rarement été examinés dans une perspective historique et critique.

Issu de dix années de recherches sur les politiques de prévention de la radicalisation et leurs effets sociaux, ce Cahier propose une généalogie des principaux déplacements qui ont marqué ce champ depuis le début des années 2000. Il montre comment l'attention institutionnelle s'est progressivement déplacée du terrorisme vers la radicalisation, de la radicalisation vers les individus, puis des individus vers leurs environnements sociaux et familiaux. L'analyse met en évidence un paradoxe central : à mesure que les difficultés à définir la radicalisation, à identifier des profils types ou à prédire les trajectoires se sont accrues, les responsabilités associées à sa prévention ont été progressivement transférées vers les proches.

¹ Amani Braa est docteure en sociologie de l'Université de Montréal (mention exceptionnelle), chargée de recherche sur l'Europe au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), chargée de cours au Département de criminologie de l'Université de Montréal et chercheuse postdoctorale à l'Institut pour la prévention des conflits et de l'extrémisme violent (IPCEV) de l'Université Saint-Paul.

Le Cahier soutient ainsi que l'un des principaux effets de vingt années de prévention a été la familialisation de la radicalisation et du terrorisme islamique. Il montre également que cette familialisation repose sur une distribution profondément asymétrique des responsabilités préventives, concentrées en pratique sur les mères musulmanes. À travers la notion de *maternalisation* de la radicalisation, il invite à repenser les transformations contemporaines des rapports entre sécurité, famille et gouvernement des populations.

Abstract

Twenty years after the emergence of the first counter-radicalization policies in Europe, one question remains surprisingly underexplored: what have these policies actually produced? While considerable political, institutional, and scientific resources have been invested in understanding, preventing, and anticipating radicalization, the broader effects of this preventive governmentality have rarely been examined from a historical and critical perspective.

Drawing on ten years of research on counter-radicalization policies and their social effects, this paper offers a genealogy of the major transformations that have shaped the field since the early 2000s. It traces how institutional attention progressively shifted from terrorism to radicalization, from radicalization to individuals, and from individuals to their social and family environments. The analysis highlights a central paradox: as efforts to define radicalization, identify stable profiles, and predict pathways into violence repeatedly failed to produce consensus, responsibility for prevention was increasingly transferred to those assumed to be closest to the risk itself.

The paper argues that one of the main outcomes of twenty years of preventive governmentality has been the familialization of radicalization and Islamist terrorism. It further shows that this process relies on a deeply unequal distribution of preventive responsibilities, concentrated in practice on Muslim

mothers. Through the concept of the maternalization of radicalization, the paper invites a reconsideration of contemporary transformations in the relationships between security, family, and the governance of populations.

Citation

Braa, A. (2026). Comment la radicalisation est devenue une affaire de famille : une généalogie critique des politiques européennes de prévention (2001–2025). Cahier du CÉRIUM No38. Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal.

Introduction

Depuis les attentats de Madrid (2004), Londres (2005) et Paris (2015), la radicalisation est progressivement devenue l'un des principaux objets des politiques contemporaines de sécurité et de prévention en Europe (Ragazzi et Walmsley, 2023). En l'espace de deux décennies, elle a donné lieu à une multiplication de programmes, de dispositifs institutionnels, de centres de prévention, de formations professionnelles et de mécanismes de signalement destinés à détecter, prévenir et gouverner les trajectoires jugées à risque (Ahdash, 2024). Initialement pensée comme une menace extérieure liée au terrorisme international, la radicalisation a progressivement été redéfinie comme un phénomène intérieur, individuel, puis social, appelant des interventions de plus en plus précoces dans les espaces ordinaires de la vie quotidienne.

Vingt ans après l'émergence de ce paradigme préventif, une question demeure pourtant relativement peu explorée : qu'a concrètement produit la prévention de la radicalisation en Europe ? Si de nombreux travaux se sont intéressés aux causes supposées de la radicalisation, aux dispositifs mis en place pour la prévenir ou encore à leurs effets sur les libertés publiques, peu de recherches ont proposé un regard rétrospectif sur les transformations qu'a engendrées cette gouvernamentalité préventive.

Issu de dix années de recherches² consacrées aux politiques de prévention de la radicalisation et à leurs effets sociaux, ce Cahier propose moins une restitution des matériaux empiriques recueillis au cours de ces travaux qu'une réflexion théorique et critique née de leur mise en perspective. Nourri par un long travail d'enquête, d'analyse documentaire et de recherche

² Cette réflexion s'inscrit dans le prolongement de recherches menées entre 2015 et 2025 sur les politiques de prévention de la radicalisation et leurs effets sur les familles. Elle s'appuie notamment sur un mémoire de maîtrise consacré aux processus de radicalisation des jeunes (Braa, 2018) ainsi que sur une thèse doctorale portant sur les expériences familiales des politiques de prévention de la radicalisation (Braa, 2026a).

ethnographique, il prend appui sur les questionnements, les tensions et les constats qui ont émergé au fil de ces années afin de retracer les principaux déplacements institutionnels, politiques et intellectuels qui ont marqué le champ depuis le début des années 2000. Plus qu'un bilan exhaustif des politiques européennes de prévention, l'objectif est ainsi de proposer une généalogie critique des transformations du regard porté sur la radicalisation et sur les populations considérées comme concernées par celle-ci.

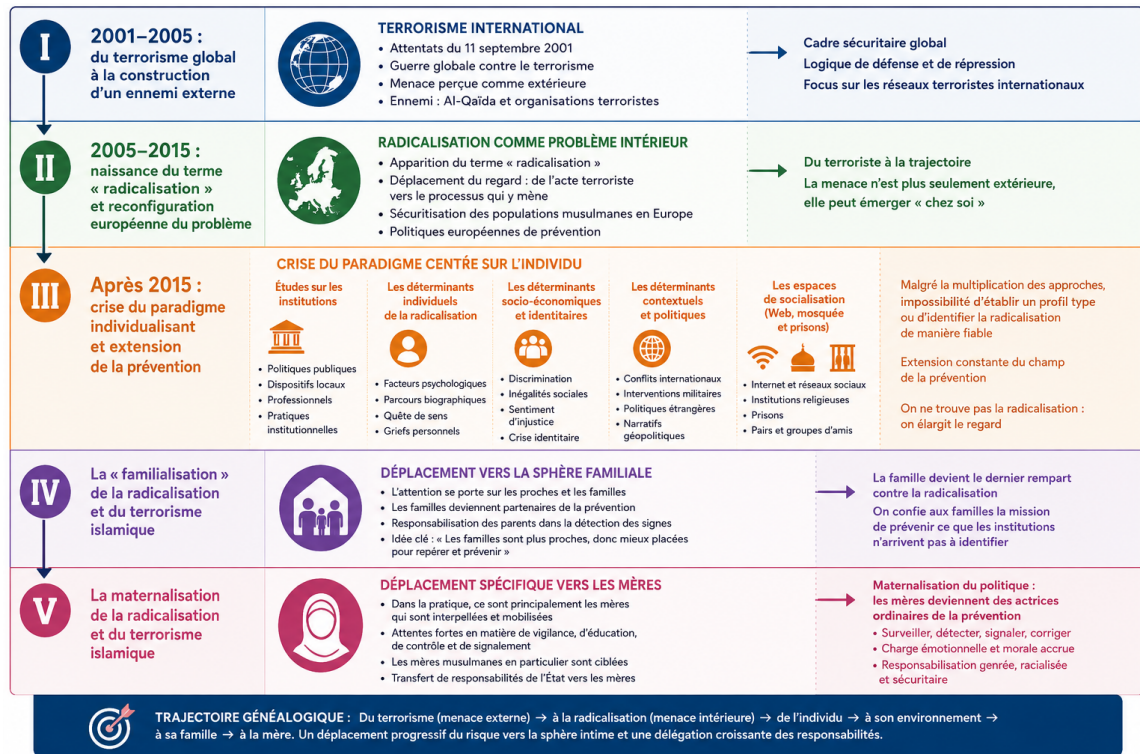
Les vingt années de gouvernementalité préventive ont déplacé la responsabilité sécuritaire vers les espaces ordinaires de socialisation, puis vers les familles elles-mêmes. Au fil des années, la radicalisation a cessé d'être pensée uniquement comme une menace géopolitique ou terroriste pour devenir un problème familial, appelant la mobilisation croissante des proches dans les dispositifs de prévention. Les familles sont ainsi progressivement devenues des partenaires privilégiés des politiques de lutte contre la radicalisation, mais également des objets de surveillance, d'évaluation et de responsabilisation. Derrière cette catégorie apparemment neutre de « famille », certaines figures apparaissent toutefois plus fortement mobilisées que d'autres, en particulier les mères musulmanes, de plus en plus investies d'un rôle préventif dans les discours institutionnels et médiatiques.

Le Cahier s'organise autour d'une généalogie des transformations des politiques européennes de prévention de la radicalisation depuis le début des années 2000. Il revient d'abord sur la période 2001–2005, marquée par la construction du terrorisme comme menace extérieure, géopolitique et transnationale (I). Il examine ensuite la période 2005–2015, durant laquelle émerge progressivement la notion de « radicalisation » et se met en place un nouvel ensemble de politiques préventives centrées sur la détection et l'anticipation des risques (II). La troisième partie s'intéresse aux développements intervenus après 2015. Face aux limites des approches centrées sur l'identification de profils individuels, les recherches et les

politiques de prévention élargissent progressivement leur regard vers les institutions, les facteurs socio-identitaires, les contextes politiques et les espaces de socialisation tels que les prisons, les mosquées ou les environnements numériques (III). Cette extension progressive du champ de la prévention conduit alors à un déplacement majeur : les familles deviennent des actrices centrales des dispositifs contemporains de lutte contre la radicalisation et le terrorisme islamique (IV). Enfin, le Cahier montre que cette familialisation n'est ni neutre ni uniforme. Derrière la catégorie apparemment générale de « famille », les responsabilités préventives tendent à être distribuées de manière profondément asymétrique, reposant en pratique sur certaines femmes et plus particulièrement sur les mères musulmanes. La dernière section propose ainsi de revenir sur ce déplacement et sur ce qu'il révèle des transformations contemporaines de l'action publique à travers la notion de maternalisation de la radicalisation et du terrorisme islamique (V).

La figure 1 synthétise la trajectoire généalogique ainsi retracée. Elle permet de visualiser le déplacement progressif du regard préventif, depuis la menace terroriste extérieure vers l'individu, ses environnements sociaux, sa famille et, finalement, les mères, parallèlement à un transfert croissant des responsabilités de prévention vers la sphère intime.

Figure 1 : Vingt ans de gouvernementalité préventive : de la menace terroriste à la responsabilisation des familles



(I) 2001–2005 : du terrorisme global à la construction d'un ennemi externe

Les attentats du 11 septembre 2001 déclenchent ce que l'administration Bush nomme la « guerre globale contre la terreur » (Global War on Terror), inaugurant une nouvelle phase des politiques sécuritaires occidentales fondée sur l'intervention militaire, la surveillance et la lutte contre le terrorisme international. Durant cette première phase, les recherches en études de sécurité (*security studies* en anglais) en lien avec le terrorisme islamique, décrivent les terroristes comme des menaces étrangères, des traîtres, des individus sauvages et déséquilibrés (Coolsaet, 2005). Dans le discours américain de l'époque, toute tentative d'explorer les aspects sociaux ou politiques, susceptibles d'avoir contribué à ces actes terroristes, reste impensable (Greenwood, 2002). De nombreuses figures publiques perçoivent ces démarches, visant à la compréhension, comme des tentatives d'excuser

ou de légitimer les actes terroristes (Ryan, 2004) : la littérature documente essentiellement une mise en œuvre massive d'instruments financiers et juridiques américains au service de la lutte contre le terrorisme (Fontanel et Ward, 2002), ainsi qu'une intensification des activités militaires, policières et de renseignement pour le contrer (Von Hippel, 2006). Pour Tertrais (2004), en quelques années, une stratégie centrée sur « un réarmement moral et militaire des États-Unis » (p. 536) s'est mise en place³. Les recherches, américaines comme internationales, se concentrent donc, dans un premier temps, sur les causes (Winfield et al., 2002), les conséquences (Beck, 2003), les impacts (McCulloch, 2002) et les réponses des politiques publiques face au terrorisme de matrice islamique (Guild, 2003).

Avec l'attentat du 11 mars 2004, à Madrid⁴, la réticence initiale à comprendre les mécanismes conduisant à de tels actes terroristes fait place à une nécessité accrue de disposer de recherches scientifiques abordant ces sujets d'une manière non exclusivement sécuritaire (Coolsaet, 2005). Principalement examinées en psychologie (Von Schorlemer, 2003), les tentatives de compréhension du phénomène terroriste dans une perspective plus large se renforcent dans le champ des sciences sociales, et s'organisent autour de trois auteurs principaux : Borum (2003) propose une lecture centrée sur les dynamiques cognitives et idéologiques menant à l'extrémisme violent. Wiktorowicz (2004), à partir de travaux sur les mouvements islamistes, décrit un processus graduel d'adhésion idéologique reposant notamment sur l'ouverture cognitive et la socialisation militante. De son côté, Moghaddam (2005) développe le modèle désormais célèbre de « l'escalier vers le

³ Par exemple, en 2003 le département de la sécurité intérieure voit le jour (*Department of Homeland Security (DHS)*), dont le but est de protéger les citoyen·ne·s américain·e·s contre les nouvelles réalités du terrorisme. La même année, le département publie un rapport intitulé « *National Strategy for Homeland Security* », dans lequel la mission ainsi que les thèmes du contre-terrorisme américain sont précisés. En février de la même année, le « *National Strategy for Combating Terrorism* » est publié. En avril 2003, le Secrétariat du comité d'assistance au développement (DAC) se penche sur les causes profondes du terrorisme islamique.

⁴ Les attentats de Madrid du 11 mars 2004 comptent parmi les plus meurtriers de l'histoire contemporaine européenne. Dix explosions coordonnées dans des trains de banlieue madrilènes ont causé la mort de 193 personnes et en ont blessé plus de 2000.

terrorisme », présentant l'engagement violent comme un processus progressif de montée vers l'extrémisme. Malgré leurs différences, ces approches reposent largement sur une conception individualisante et linéaire de la radicalisation, pensée avant tout comme une trajectoire personnelle de basculement idéologique.

Cette lecture du terrorisme comme menace extérieure commence toutefois à être profondément fragilisée au milieu des années 2000. Les attentats commis en Europe par des individus nés ou socialisés sur le territoire européen déplacent progressivement les interrogations sécuritaires : la question n'est plus uniquement celle d'un ennemi venant de l'extérieur, mais celle des processus par lesquels certains individus « de l'intérieur » en viennent à adhérer à des formes de violence politique.

(II) 2005–2015 : naissance du terme « radicalisation » et reconfiguration européenne du problème

C'est seulement à partir des attentats du 7 juillet 2005⁵, à Londres, qu'on commence à parler de radicalisation en lien avec le terrorisme de matrice islamiste. Quelques heures après l'attentat, l'identité des terroristes est révélée et cela suscite le choc général :

contrairement à ce qui s'était passé à New York en 2001 et à Madrid en 2004, où les terroristes venaient tous de pays étrangers, les auteurs des attentats-suicides de Londres n'étaient pas des étrangers venus de lointains pays aux « mœurs barbares », mais des citoyens britanniques à part entière, de confession musulmane, ayant toujours vécu au Royaume-Uni et qui paraissaient parfaitement intégrés (Papin, 2006, p. 10).

⁵ Les attentats du 7 juillet 2005 à Londres consistent en quatre explosions coordonnées dans les transports publics londoniens, causant la mort de 52 personnes et faisant plus de 700 personnes blessées. Les auteurs des attentats étaient des citoyens britanniques, élément qui jouera un rôle central dans l'émergence des politiques européennes de prévention de la radicalisation.

Ces jeunes, nés et éduqués en Occident, qui attaquent leur propre pays, sont définis comme des « terroristes faits maison » (Gagnon, 2006), en anglais « *homegrown terrorist* » (Silber et al., 2007), des « terroristes domestiques » (Samaras, 2005) ou, encore un·e « terroriste de l'intérieur, qui opère sur le territoire de sa citoyenneté et de sa socialisation » (Amiriaux, 2015, p. 91). Ces attaques rendent nécessaire l'étude de ce phénomène, dont l'Union européenne (UE) propose en 2005 une première définition ⁶ :

« violent radicalization » is the phenomenon of people embracing opinions, views and ideas which could lead to acts of terrorism as defined in Article 1 of the Framework Decision on Combating Terrorism. The recent terrorist attacks in London of July 2005, and Madrid in March 2004, have reinforced the priority treatment of addressing violent radicalisation as part of a comprehensive approach to the preventive side of fighting terrorism (p. 2).

C'est le premier d'une série de mobilisations et de financements pour recenser et comprendre le sujet. C'est dans ce contexte qu'un nouveau lexique sécuritaire commence à s'installer, avec l'introduction progressive de la radicalisation (Amiriaux, 2015), terme qui n'a pas toujours existé dans le champ des études sur la violence politique ou de l'extrémisme. Par exemple, Borum (2003), dans ses travaux fondateurs, n'utilise pas ce concept. Ce n'est qu'en 2011 qu'il commence à y recourir. Sedgwick (2010) note également que le mot « radicalisation » n'a été employé qu'une seule fois dans les publications de 2001⁷. Autrement dit, la notion de radicalisation n'est pas une catégorie

⁶ Aucune de ces études ne mentionne la « radicalisation violente » dans les premières années suivant les attentats du 11 septembre 2001. En effet, la première, et jusqu'alors l'unique, référence à la radicalisation violente surgit aux Pays-Bas. Après les départs de deux individus d'origine marocaine pour l'Inde, le Service général de renseignement et de sécurité des Pays-Bas est le premier à utiliser l'expression « processus de radicalisation » et à parler d'étapes menant à l'embrigadement dans des idéologies islamistes. Dans son rapport intitulé « *Recruitment for the Jihad in Netherlands* » (2002), cette agence publique insiste sur l'importance de contrer le « processus de radicalisation » en amont, de cibler les facteurs qui mènent les individus à adopter des attitudes politiques violentes.

⁷ Pour nommer quelques exemples, plusieurs initiatives institutionnelles émergent rapidement à l'échelle européenne au milieu des années 2000. En 2006, l'Union européenne crée un groupe d'expert·e·s chargé·e·s de formuler des recommandations sur la « radicalisation violente » dans le rapport *Radicalisation Processes Leading to Acts of Terrorism*, où celle-ci est principalement associée à l'islamisme politique. En 2007, le Change Institute publie deux études commandées par l'UE sur les stratégies de prévention du terrorisme, tandis que le ministère danois de la Justice finance une recherche sur les facteurs menant à la radicalisation et au terrorisme islamiste dit « domestique ». La même année, la police de New York mandate Silber et Bhatt (2007) pour développer un modèle du « processus de radicalisation » centré principalement sur les jeunes musulmans, approche qui fera ensuite l'objet d'importantes critiques.

spontanée de la recherche, elle s'impose progressivement : d'abord comme un terme médiatique et politique, et ensuite, comme un objet d'étude scientifique à part entière.

Ce glissement s'opère notamment à partir des attentats perpétrés en Europe, au cours desquels les personnes responsables sont identifiées comme des citoyens européens. Ces événements produisent un sentiment d'urgence sécuritaire, qui appelle de nouvelles réponses de la part des États. C'est dans ce contexte que la notion de « radicalisation » émerge comme outil de qualification du problème : elle permet de désigner, en amont de l'acte violent, un processus, une trajectoire, voire une dangerosité latente. Dès lors, la radicalisation devient un fait social désigné, c'est-à-dire un phénomène reconnu, nommé, catégorisé, qui commence à être discuté, quantifié, et rendu intelligible dans l'espace public.

La radicalisation devient un problème public à travers un processus de problématisation qui, comme le montre Müller (2003), suppose un travail de qualification par lequel des acteurs (médias, responsables politiques, expert·e·s et institutions) définissent ce qui pose problème, pour quelles raisons et comment y répondre. Cette construction n'a rien d'automatique : elle se stabilise lorsque ces auteur·rice·s s'accordent pour considérer la radicalisation comme une menace pour l'ordre social, justifiant des interventions spécifiques. Ce processus s'accompagne de la production de dispositifs institutionnels (plans de prévention, cellules de veille, formations professionnelles, protocoles de signalement ou programmes de déradicalisation), dont les formes varient selon les contextes nationaux, mais qui participent tous à matérialiser l'action publique et à légitimer les nouvelles catégories d'intervention liées à la radicalisation (Ragazzi et Walmsley, 2023).

Ainsi, la notion de radicalisation participe d'une dynamique plus large de construction de catégories d'intervention administratives, sécuritaires,

éducatives et sociales. Comme d'autres figures historiquement perçues comme « à risque » ou « à encadrer », certaines populations deviennent progressivement des objets de surveillance, de prévention, de responsabilisation et de contrôle institutionnel. Cette institutionnalisation reste traversée par une tension fondamentale : pensée comme transgressive, la radicalisation doit néanmoins être rendue gouvernable, intégrable aux logiques préventives de l'État, se situant ainsi, selon l'expression de Boltanski (2004), « entre ce qui est de l'ordre du transgressif et ce qui est de l'ordre de l'acceptable » (p. 38). Bonelli et Carrié (2018) précisent ce processus de sélection :

les transgressions, pour être classées comme radicales, doivent également être perçues comme subversives pour l'ordre politique, social et symbolique dont l'État est le principal garant. Les transgressions qui ne sont pas identifiées comme telles n'en sont pas. Les agents de l'État jouent un rôle déterminant dans la distinction entre la subversion acceptable et celle qui ne l'est pas (p. 67).

C'est dans ce cadre institutionnel en expansion que la notion de radicalisation, longtemps associée aux luttes sociales collectives, aux mobilisations politiques contestataires ou encore aux formes d'engagement militant plus radicales, se trouve progressivement redéfinie (Guibet Lafaye et Rapin, 2017). Après 2005, elle n'est plus comprise uniquement comme un positionnement politique ou un engagement contestataire, mais devient progressivement synonyme, dans son acceptation dominante, de trajectoire individuelle menant potentiellement au terrorisme, en particulier islamiste (Kundnani, 2012). Cette transformation contribue à individualiser et psychologiser la question de la violence politique : l'attention se déplace alors des contextes sociaux, historiques ou géopolitiques vers les vulnérabilités individuelles, les parcours personnels et les signes comportementaux susceptibles d'annoncer un basculement vers l'extrémisme.

Le Royaume-Uni joue un rôle central dans cette reconfiguration. Il est le premier à élaborer une stratégie de lutte contre la radicalisation violente à

l'échelle nationale, bien avant la France ou l'Allemagne. Dès 2003, il met en place la stratégie *CONTEST* (*Counter-Terrorism Strategy*), structurée autour de quatre volets : *pursue* (poursuivre et sanctionner les auteur·rice·s d'actes terroristes), *prevent* (prévenir les processus de radicalisation), *protect* (protéger les infrastructures et la population) et *prepare* (se préparer à répondre aux attaques). Le volet *prevent*, déployé à partir de 2006, devient la pièce maîtresse de la politique de prévention. Il vise à identifier les signes précoces de radicalisation, en s'appuyant sur des acteurs non sécuritaires, notamment le personnel enseignant, les services sociaux et les organismes communautaires, appelés à participer au signalement d'individus « à risque » avant tout passage à l'acte (Awan, 2016). Le Royaume-Uni est ainsi pionnier dans l'élaboration d'un modèle de prévention qui s'inscrit en amont de la violence : la radicalisation est conçue comme un processus linéaire, décelable et réversible, ce qui justifie une intervention anticipée (Kundnani, 2012). Deux constats structurent ce modèle : 1) aucun facteur unique ne permet d'expliquer le passage à l'acte, ce qui justifie un ciblage large et précoce ; 2) le terrorisme islamiste en constitue l'objet principal, ce qui ancre la stratégie dans une lecture culturelle et religieuse des menaces. Cette approche ouvre la porte à des interprétations particulièrement extensives des « signes » de radicalisation et élargit considérablement les populations susceptibles d'être perçues comme « à risque ».

Plusieurs rapports produits dans le sillage des attentats de Londres, en 2005, contribuent à cette reconfiguration. Le rapport *The Role of Muslim Identity Politics in Radicalisation* (2007) soutient que les jeunes musulmans peuvent devenir vulnérables à la radicalisation, non pas malgré, mais à travers une politisation ou une affirmation identitaire islamique perçue comme excessive. Cette lecture culturaliste influence profondément les politiques publiques britanniques, qui associent de plus en plus certaines formes d'expression religieuse (port du voile, fréquentation accrue de la mosquée, changements de pratiques religieuses ou discours critiques envers les politiques occidentales)

à des indicateurs potentiels de radicalisation (Kundnani, 2012)⁸. Le tournant préventif est alors consolidé : comme le souligne De Coensel (2018), le cœur du dispositif britannique repose moins sur la répression que sur le repérage et le contrôle des risques, à travers une surveillance diffuse des comportements jugés comme déviants ou « préoccupants ».

En quelques années, la radicalisation devient à la fois un objet central des recherches scientifiques (Khosrokhavar, 2019) et une catégorie d'action publique mobilisée par les institutions sécuritaires et politiques (Bonelli et Carrié, 2018). Cette double circulation du terme contribue à brouiller les frontières entre usage scientifique et usage politique de la notion, celle-ci servant progressivement à légitimer des pratiques de surveillance, de signalement et d'intervention ciblées. Comme le dit Neumann (2013), elle permet de s'attarder sur les facteurs (psychologiques, sociaux, politiques et économiques) qui précèdent la violence ou, encore, l'acte terroriste :

la notion devenant de ce fait le « meilleur véhicule » du débat sur le « terrorisme » et la notion clé autour de laquelle allait s'organiser la réflexion sur le 'bascullement' dans le terrorisme. Cependant la réflexion s'est assez rapidement orientée sur la seule question des conditions qui présidaient au choix personnel de la violence, c'est-à-dire vers l'identification des facteurs de désocialisation et de resocialisation (en l'occurrence radicale) de l'individu dans une approche de plus en plus ouvertement psychopathologique (Guibet Lafaye et Rapin, 2017, p. 30).

Cette psychologisation de la radicalisation contribue à invisibiliser les dimensions structurelles, sociales et géopolitiques de la violence politique, au profit d'une lecture centrée sur les vulnérabilités individuelles, les comportements et les trajectoires personnelles. Ce déplacement s'accompagne d'une diffusion rapide de la notion de radicalisation dans les milieux institutionnels et scientifiques. Dans les deux principales revues

⁸ Cette approche fera ensuite l'objet d'importantes critiques, plusieurs auteur·rice·s soulignant les risques d'amalgame entre religiosité musulmane, engagement politique et dangerosité sécuritaire, ainsi que les effets d'essentialisation de l'islam qu'elle contribue à produire.

scientifiques anglophones consacrées au terrorisme (*Terrorism and Political Violence* et *Studies in Conflict and Terrorism*), la notion occupe désormais une place centrale. Alors que seulement 3 % des travaux publiés sur le terrorisme entre 1980 et 1999 mobilisent cette catégorie, ils sont plus de 80 % à y recourir après 2006 (Crettiez, 2016 ; Lacroix, 2020). Ce saut quantitatif témoigne de l'institutionnalisation rapide de la radicalisation comme nouvelle grille dominante d'interprétation de la violence politique.

Des définitions scientifiques, parfois convergentes, parfois contradictoires, sont alors proposées (Amiriaux et Araya Moreno, 2014 ; Kundnani, 2012 ; Neumann, 2013 ; Schmid, 2013 ; Sedgwick, 2010). Objet de critiques pour ses effets politiques et certaines ambiguïtés quant à sa signification, la notion de « radicalisation » en vient progressivement à regrouper des phénomènes très différents : fondamentalisme religieux, engagement militant, rigorisme religieux, extrémisme idéologique ou encore passage à la violence politique (Gemmeri, 2015). La littérature souligne ainsi une importante confusion épistémologique autour d'une catégorie devenue à la fois outil scientifique, catégorie sécuritaire et instrument d'action publique.

L'absence de consensus autour de la notion conduit alors à une multiplication des tentatives de définition en sciences sociales. Malgré son institutionnalisation rapide dans les politiques publiques et les recherches sur le terrorisme, la « radicalisation » demeure un concept profondément instable et disputé, dont les usages varient selon les contextes disciplinaires, institutionnels et politiques. Certaines approches cherchent principalement à décrire un processus graduel d'engagement vers une idéologie ou une action violente : Ragazzi (2014) insiste sur la volonté des politiques publiques de remonter « en amont » du passage à la violence ; Khosrokhavar (2019) distingue radicalité idéologique et passage à l'acte ; Hafez et Mullins (2015) évoquent un processus progressif de socialisation à des croyances extrémistes. D'autres travaux distinguent radicalisation politique et radicalisation religieuse (Borum, 2011 ; Ducol, 2015), tandis que certain·e·s

auteur·rice·s insistent davantage sur sa dimension politico-idéologique, en interprétant notamment les formes de violence djihadiste comme des réponses inscrites dans des rapports de domination, des conflits géopolitiques et des logiques d'exclusion politique plutôt que comme de simples dérives religieuses ou psychopathologiques (Burgat, 2016). Cette prolifération définitionnelle a conduit à une remise en question de l'utilité même du concept (Bonelli & Carrié, 2018). Comme le résume Schmid (2013), la popularité du terme n'a que peu à voir avec sa capacité explicative. Plus récemment, Lacroix (2020) confirme l'impossibilité d'un consensus, concluant que la notion de radicalisation reste avant tout une catégorie politique malléable, plus performative qu'analytique, c'est-à-dire qu'elle contribue moins à décrire objectivement un phénomène qu'à produire des catégories d'intervention, de surveillance et d'action publique.

Doit-on parler de radicalisation ou de radicalité ? Ou bien de radicalisme ? Juste radicalisation ou radicalisation violente ? Ou bien radicalisation menant à la violence ? D'extrémisme ou de violence ? Ou bien de terrorisme ? Le concept demeure flou et sujet à des définitions contradictoires ou divergentes, qui l'érigent au statut de mot fourre-tout (Genovese, 2023). Il n'en existe toujours pas de définition unanime (Gemmeri, 2015). Dans l'ensemble, deux points communs ressortent : (1) l'aspect processuel de la « radicalisation » (Khosrokhavar, 2019 ; Neumann, 2013) ; (2) la surreprésentation des personnes musulmanes dans ces définitions scientifiques et médiatiques (Bonelli et Carrié, 2018). Cette focalisation contribue à associer durablement islam, religiosité musulmane et dangerosité potentielle dans les discours médiatiques, scientifiques et politiques, participant ainsi à la stigmatisation des populations musulmanes et à la sécurisation croissante de certaines pratiques religieuses. Comme le constate Puaud (2016) : « bien que les actions radicales de groupuscules d'extrême droite, telle que Génération identitaire, d'extrême gauche, tels que les Black Blocs, ou bien d'obédience séparatiste existent, le focus actuel sur la radicalisation est lié à l'islamisme » (p. 243). Elle réduit ainsi

la radicalisation à sa seule expression islamiste dans les politiques publiques et les débats médiatiques.

Exposer ces définitions concurrentes sensibilise le lectorat à la complexité de la notion et aux nuances que dissimule un même terme. Par exemple, l'expression radicalisation menant à la violence suggère une trajectoire hypothétique : la radicalisation peut conduire à la violence, mais ce n'est pas une certitude. En revanche, l'utilisation de l'expression radicalisation violente (comme adoptée par l'UE en 2005) suppose que la violence est déjà intrinsèque au phénomène, assimilant d'emblée l'acte à une manifestation de violence. Or, comme le souligne Neumann (2013), l'objectif des politiques préventives est de cibler ce qui se passe avant le passage à l'acte, ce qui ne devrait pas impliquer que la personne désignée comme radicalisée envisage nécessairement de recourir à la violence. L'absence de définition claire permet une utilisation aléatoire du terme (Lacroix, 2020), qui peut être étendue à des comportements très divers, allant de l'activisme politique non-violent à des actes de violence. Ce flou contribue à confondre des notions distinctes, comme radicalisation, terrorisme et violence politique, et à élargir les cibles des politiques de sécurité (Ragazzi et Walmsley, 2023).

(III) Après 2015 : crise du paradigme individualisant et extension de la prévention

Après une première séquence (2001–2005) où la notion de radicalisation demeure quasi absente des discours publics, puis une période d'émergence progressive du concept (2005–2015), notamment sous l'impulsion du Royaume-Uni, l'attention médiatique, politique et académique portée à la radicalisation s'intensifie fortement à la suite des attentats du 13 novembre 2015 à Paris⁹. À partir de ce moment, les travaux consacrés au phénomène se

⁹ Les attentats du 13 novembre 2015 à Paris ont simultanément visé plusieurs lieux emblématiques de la vie urbaine, dont la salle de concert du Bataclan, des terrasses de cafés, le Stade de France, causant des mortalités et des

multiplient de façon exponentielle. Pour en rendre compte, cette section distingue deux volets : d'une part, les recherches portant sur les institutions et les dispositifs de prévention ; d'autre part, celles centrées sur les trajectoires individuelles et les déterminants supposés de la radicalisation.

a) Les études sur les institutions

Un pan important de la littérature post-2015 s'est intéressé à la manière dont les institutions ont progressivement participé à la construction de la radicalisation comme problème public. Plusieurs recherches scientifiques montrent que les politiques de prévention ne se limitent pas à la création de nouveaux dispositifs sécuritaires, mais transforment également les missions, les pratiques et les responsabilités d'un ensemble d'acteurs institutionnels désormais mobilisés dans le repérage et la gestion des risques. Cette littérature analyse plus particulièrement la manière dont la catégorie d'action publique de « radicalisation violente » s'est intégrée aux institutions européennes, transformant profondément leurs modes d'intervention (Bonelli et Carrié, 2018). La prévention de la radicalisation devient progressivement une nouvelle mission institutionnelle : écoles, services sociaux, organismes communautaires, établissements de santé ou administrations locales sont désormais appelés à repérer des « signes » de radicalisation, à signaler les situations jugées préoccupantes et à participer à des dispositifs de prévention et de surveillance.

D'abord développés dans les pays pionniers en matière de prévention (Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark, Suisse ou Allemagne), ces dispositifs reposent largement sur des approches communautaires visant à impliquer les acteurs municipaux, les services sociaux, les systèmes éducatifs et les autorités policières dans l'identification et l'accompagnement des individus jugés « à risque » (Akbar, 2015 ; Baker-Beall, 2016 ; Vidino, 2014). Les travaux

blessé·e·s. Ces événements ont marqué un tournant dans les politiques de lutte contre la radicalisation en France et en Europe, justifiant la mise en place de dispositifs de surveillance et de prévention accrus.

d'Hemmingsen (2015) sur le Danemark ou de Heath-Kelly (2013) sur le Royaume-Uni montrent comment ces dispositifs se sont progressivement normalisés avant d'être diffusés à l'ensemble de l'Europe. En France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, Ragazzi (2014, 2017) souligne que ces politiques fonctionnent selon une logique préventive à forte teneur sécuritaire, tandis qu'El-Difraoui et Uhlmann (2015) décrivent, en Allemagne, au Danemark et au Royaume-Uni, des approches multisectorielles mobilisant santé, éducation, justice, services sociaux et police. Parmi les analyses les plus approfondies, Arènes (2014) documente l'évolution du programme britannique PREVENT : bien que présenté comme un dispositif de collaboration entre services publics, il opère en pratique comme une « infrastructure de signalement » généralisée, où toute religiosité visible est potentiellement interprétée comme un indicateur de risque. Cette tension entre prévention et suspicion diffuse constitue l'un des principaux décalages relevés par les acteurs de terrain. De manière similaire, De Galembert (2016) montre que, dans les prisons françaises, la catégorie de « radicalisation » sert moins à prévenir qu'à classer, isoler et justifier des mesures d'exception, soulignant la dimension répressive de la prévention dans le contexte carcéral.

Cette dynamique institutionnelle est renforcée par la standardisation croissante des outils de prévention (grilles d'évaluation, indicateurs de vulnérabilité, formations professionnelles ou protocoles de signalement), alimentée par des réseaux d'expert·e·s structurés autour de financements publics massifs depuis 2001 (Andersson Malmros, 2021 ; Argomaniz, 2009 ; Balestrini, 2020 ; Wahlström, 2022). Ces financements favorisent la création et la pérennisation de dispositifs, leurs réorganisations successives et la diffusion d'un langage professionnel commun. Cette diffusion contribue progressivement à homogénéiser les pratiques professionnelles et les catégories d'intervention, parfois au détriment des contextes locaux et des savoirs situés. Les organisations impliquées se trouvent simultanément prises entre attentes d'autonomie et impératifs de performance liés à la managérialisation de l'action

publique. Dans les prisons, Brion (2019) analyse l'introduction de la catégorie infractionnelle-écran de « radicalisation violente » et les outils de contrôle qui l'accompagnent ; Chantraine et Scheer (2021) montrent que la circulation d'information pour les services de renseignement devient un pilier central du dispositif, tandis que Chantraine et al. (2022) documentent les effets de cette surveillance sur les personnes enquêtrices elles-mêmes.

Plusieurs recherches s'accordent à dire que ces dispositifs, bien qu'inscrits dans un discours de « lutte contre le terrorisme » et de « prévention », tendent à cibler des segments spécifiques de la population sur des critères en grande partie raciaux (Bonelli & Carrié, 2018). Kundnani (2012) et Ragazzi (2014) montrent que les populations musulmanes sont soumises à une présomption de culpabilité diffuse, qui justifie une surveillance accrue et une stigmatisation systémique (Abbas, 2019 ; Crettiez, 2016 ; Lacroix, 2020). Kundnani (2012) rappelle que cette dynamique prolonge les premières lectures post-11 septembre qui cherchaient dans l'islam lui-même les causes du terrorisme. Cette lecture culturaliste a largement été critiquée pour son caractère essentialisant et pour sa tendance à associer l'islam lui-même à une forme de prédisposition à la violence politique.

Parallèlement, dans les pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, la littérature documente des programmes davantage centrés sur les approches strictement sécuritaires que préventives (Brie & Rambourg, 2017). Malgré des initiatives régionales, telles que les forces conjointes du G5-Sahel (Welz, 2022), la Force multinationale mixte du bassin du Lac Tchad ou les opérations soutenues par l'Union africaine (Bekale, 2022), les réponses restent dominées par le contre-terrorisme militaire, et les stratégies nationales de prévention demeurent hétérogènes (Atangana, 2018). Au Maghreb et au Sahel, l'Union européenne joue un rôle structurant, notamment en Algérie, Libye, Maroc ou Tunisie, mais les programmes adoptent là encore une orientation largement sécuritaire en

raison de contraintes principalement financières (Bras, 2007 ; Raineri & Strazzari, 2021).

Enfin, malgré des contextes nationaux variés, la littérature souligne une convergence transnationale des dispositifs : dans leurs objectifs, leurs outils opérationnels et leurs difficultés communes (Amghar & Mégie, 2016). Deux caractéristiques dominent : d'une part, une focalisation quasi systématique sur la prévention du risque au sein de la jeunesse musulmane (Bencherif et al., 2022 ; Ducol & Wood, 2018 ; Madriaza et al., 2017) ; d'autre part, une mobilisation croissante des familles musulmanes comme actrices ou cibles de la prévention (Koehler, 2017 ; Weggemans et al., 2022). Cette double tendance révèle un déplacement profond des finalités de l'action publique : la prévention devient un outil de gouvernement par l'anticipation, reposant sur une surveillance amont, ciblée et racialisée, où les institutions encadrent certains publics moins par la coercition directe que par des dispositifs diffus de gestion du risque (Castel, 2013 ; Vanderhaeghen, 2018).

b) Les déterminants individuels de la radicalisation

Les recherches sur la radicalisation se sont très tôt intéressées à ce qui, dans les trajectoires individuelles, semble favoriser un basculement vers des formes d'engagement radical violent. Cette focalisation sur les trajectoires individuelles¹⁰ s'inscrit plus largement dans une psychologisation des problèmes sociaux et politiques, où les causes structurelles de la violence tendent à être reformulées en termes de vulnérabilités personnelles, de fragilités identitaires ou de parcours individuels. Ces recherches insistent sur les dimensions subjectives, identitaires et psychosociales des personnes dites « radicalisées », en cherchant à mettre en évidence certaines tendances

¹⁰ La méthodologie de ces travaux mérite une précision : ces recherches sont principalement nourries par des données issues de sources secondaires, notamment des réimpressions dans la presse, des émissions de radio et de télévision, des rapports gouvernementaux et des analyses purement théoriques (Lacroix, 2020). La littérature sur la « radicalisation violente » est principalement marquée de querelles entre auteur·rice·s. Moins de 1 % de toute cette littérature se base sur des entretiens avec les personnes concernées (Bonelli et Carrié, 2018 ; Schmid, 2013).

observées dans les parcours marqués par des expériences d'injustice, de discrimination, de quête de sens ou de reconnaissance (Abbas, 2019 ; Hafez & Mullins, 2015 ; McCauley & Moskalenko, 2008). On peut regrouper ces travaux en trois ensembles : (1) ceux qui mettent l'accent sur les déterminants socio-économiques et identitaires ; (2) ceux qui analysent les contextes sociaux et politiques dans lesquels s'inscrivent ces trajectoires ; (3) ceux qui s'intéressent aux espaces de socialisation (famille, pairs, institutions, web) où se nouent des dynamiques de recrutement, de soutien ou de légitimation de la violence. Si ces approches offrent des éclairages précieux, elles comportent aussi des limites : tendance à la psychologisation, construction de « profils types » et risque de naturaliser la suspicion envers certains groupes, en particulier les personnes musulmanes.

c) Les déterminants socio-économiques et identitaires

Un premier ensemble de travaux explore les facteurs individuels et subjectifs qui s'articulent avec des variables socio-économiques, anthropologiques et politiques (Abbas, 2019 ; Hafez & Mullins, 2015). Les analyses convergent autour de quelques dimensions récurrentes : expériences de discrimination, stigmatisation et marginalisation, sentiment d'humiliation directe ou par procuration, indignation morale et désir de vengeance (Rolling et al., 2022). L'abondance de données biographiques sur les personnes ayant commis des attentats en Europe (Roy, 2015 ; Thomson, 2016) a nourri une vaste littérature cherchant à établir des « profils types » de jeunes engagés dans la radicalisation violente (Bouzar, 2018 ; Khosrokhavar, 2019 ; Hafez & Mullins, 2015). Ces travaux mettent en avant des « problèmes identitaires », un sentiment d'aliénation, de privation relative, d'injustice subie, de fragilités existentielles et de quête de sens (Lacroix, 2020).

Dans cette perspective, nombre de recherches mobilisent des catégories issues de la psychologie, en particulier autour de l'estime de soi et du besoin de reconnaissance (Crettiez, 2016 ; Horgan, 2009 ; Kruglanski et al., 2018).

Des individus vulnérables seraient attirés par la promesse d'un statut valorisé au sein d'une organisation violente (Atran, 2016). En Tunisie et en Italie, plusieurs études insistent sur la pauvreté, l'exclusion sociale et l'absence de perspectives professionnelles comme conditions favorisant l'adhésion à des groupes extrémistes (Amin, 2015 ; Vidino, 2014 ; Meddeb, 2017 ; Conti, 2017). Le djihad peut alors apparaître comme une voie de promotion symbolique pour des jeunes réduits au rang de « moins que rien » en temps de paix (Wilhelmsen, 2022). Cette quête de statut n'est pas suffisante pour expliquer à elle seule la radicalisation violente, mais elle est régulièrement identifiée comme un facteur facilitateur important (Borum & Fein, 2017 ; Christmann, 2012 ; Dawson & Amarasingam, 2017).

Parallèlement, plusieurs auteur·rice·s alertent sur les effets problématiques de cette production de « profils » (McLaughlin, 2021). En liant systématiquement radicalisation violente, islam et signes extérieurs de religiosité (barbe, voile, pratique assidue, etc.), ces modèles participent à la sur-surveillance et à la survisibilisation des jeunes musulman·e·s (Abbas, 2019 ; Crettiez, 2016 ; Lacroix, 2020). En France, les listes officielles de « signes de radicalisation » diffusées par le ministère de l'Intérieur ont renforcé cette association entre pratiques religieuses ordinaires et danger potentiel¹¹. Des chercheurs comme Kundnani (2012) ou Abbas (2019) soulignent les risques d'une telle approche, qui suppose implicitement que l'islam serait la source première du terrorisme et fait des musulman·e·s « l'ennemi idéal ». La combinaison de traitements discriminatoires (Abbas, 2019), de l'islamophobie croissante (Amiriaux, 2015) et des politiques de prévention renforce ainsi un profilage racialisé et religieux dans la lutte contre le terrorisme.

¹¹ Ces listes feront d'ailleurs l'objet d'importantes critiques de la part de chercheur·euse·s, d'associations et de professionnel·le·s, qui dénoncent leur caractère flou, stigmatisant et islamophobe (Bonelli & Carrié, 2018 ; Kundnani, 2012).

d) Les déterminants contextuels et politiques

Un deuxième ensemble de travaux se concentre sur les contextes socio-politiques dans lesquels s'inscrivent les trajectoires de radicalisation. Il s'agit d'examiner les revendications des groupes radicaux et la manière dont les conditions de vie, comme les inégalités, les exclusions et les crises politiques, alimentent des perceptions d'injustice (Silber et al., 2007). Une partie de la littérature met l'accent sur le manque d'opportunités socio-économiques, notamment dans les pays marqués par le chômage massif et la crise des systèmes éducatifs (Meddeb, 2017). Toutefois, plusieurs études empiriques réfutent l'idée d'un lien mécanique entre pauvreté et terrorisme (Abadie, 2006 ; Piazza, 2011) : ce n'est pas la pauvreté en soi, mais l'expérience de la privation relative et de la discrimination qui peut nourrir un sentiment d'injustice propice à l'engagement (Christmann, 2012 ; Hafez & Mullins, 2015).

Dans les contextes européens, ces analyses croisent les questions d'intégration politique et de marginalisation. En Italie, par exemple, certain·e·s auteur·rice·s évoquent les effets d'une intégration perçue comme inachevée ou subalterne chez des jeunes nés et socialisés sur le territoire, mais confrontés à des formes persistantes de marginalisation sociale, résidentielle ou politique (Laurano & Anzera, 2017). D'autres travaux sur le contexte français soulignent la dimension attractive de l'engagement radical : l'évasion hors du « quotidien banal », l'illusion d'une identité héroïque, l'image de soi valorisée au sein d'un collectif présenté comme vainqueur (Roy, 2015).

Une littérature plus critique refuse cependant de réduire la radicalisation à des variables socio-économiques ou psychologiques (Amghar, 2009 ; Bjørge, 2004 ; Crettiez, 2016). Ces travaux cherchent à réintroduire une lecture politique de la radicalisation, en replaçant les trajectoires dans des rapports de pouvoir, des contextes historiques et des formes d'engagement militant plus larges. Ils insistent sur la pluralité des trajectoires et sur l'impossibilité de tracer un portrait homogène des personnes engagées (Dawson, 2023 ; Klausen,

2015), remettant ainsi en question les approches de profilage développées dans les politiques de prévention. En s'appuyant sur l'étude d'autres mouvements radicaux (Brigades rouges, autonomes, Black Blocs, mouvements écologistes, altermondialistes, extrême droite (Folegnani & Lupacchini, 2021)), cette littérature contribue également à décentrer l'analyse du seul islamisme, rappelant que les trajectoires radicales sont historiquement diverses, situées et politisées.

À partir du moment où l'hypothèse de la pathologie mentale a été largement écartée (McLaughlin, 2021), une autre littérature a recentré l'analyse sur le projet politique sous-jacent à la radicalisation violente (Atran, 2016). Ces auteurs dénoncent les lectures dépolitisées (Beunas, 2022) et mettent en avant le rôle de l'exclusion politique, de l'héritage colonial et des interventions militaires occidentales dans la formation des subjectivités radicales (Burgat, 2016 ; Le Breton, 2016). Sans chercher à justifier les attentats, ces auteurs proposent de les replacer dans une histoire longue de rapports de domination, d'interventions militaires occidentales et de conflits géopolitiques. Pour Burgat (2016) et Kundnani (2012), les attentats en Occident doivent être compris comme un effet de retour des violences et des interventions politiques occidentales : ils s'inscrivent dans une histoire longue de domination et d'ingérence. Les travaux qui se focalisent exclusivement sur les facteurs individuels produisent alors des « rebelles sans cause » (Kundnani, 2012), masquant les structures de pouvoir qui configurent ces trajectoires (Sedgwick, 2010). De Goede et Simon (2013) montrent ainsi que, dans les pratiques professionnelles de prévention, des plaintes liées au chômage ou aux politiques étrangères peuvent être interprétées non comme des griefs légitimes, mais comme des signaux précurseurs d'un processus de radicalisation.

e) Les espaces de socialisation

Un troisième ensemble de travaux s'intéresse aux espaces de socialisation où se cristallisent les dynamiques de radicalisation : groupes de pairs, réseaux militants, prisons, mosquées, espaces numériques (Della Porta, 2018 ; Hafez & Mullins, 2015 ; McCauley & Moskalenko, 2008). La radicalisation violente y est décrite comme un processus collectif, dans lequel les liens d'amitié, de famille ou de voisinage jouent un rôle décisif. Le concept de « milieu radical » (Malthaner, 2017) permet cependant d'aller au-delà des seuls groupes de pairs : il désigne un environnement social plus large (communautés de référence, réseaux militants, espaces de sociabilité et réseaux de soutien) au sein duquel circulent des cadres moraux, émotionnels et idéologiques favorables à l'engagement. Les groupes répondent à un besoin de sens et de reconnaissance (Kruglanski et al., 2018), mais rendent aussi coûteux le retrait, en renforçant les obligations de loyauté et la crainte de la trahison (Hafez & Mullins, 2015). À partir d'enquêtes menées sur certains réseaux djihadistes européens, Atran (2016) estime que plus de 80 % des recrues de Daesh rejoignent l'organisation à travers des liens préexistants d'amitié, de voisinage ou de sociabilité. Sageman (2004) montre que la préservation des liens d'amitié compte parfois davantage que l'adhésion idéologique.

Trois types d'espaces ont particulièrement retenu l'attention : les prisons, les mosquées et le web. Les travaux sur la prison décrivent un environnement propice à la cristallisation des ressentiments et à la constitution de réseaux de pairs (Crettiez, 2016 ; Jones & Narag, 2018). La prison n'agirait donc pas comme une cause directe de radicalisation, mais plutôt comme un espace pouvant amplifier des ressentiments préexistants, dans un contexte de tensions quotidiennes avec l'institution (Khosrokhavar, 2019). La littérature souligne toutefois que ces dynamiques concernent une minorité de personnes détenues et ne permettent pas d'établir un lien mécanique entre détention et engagement radical. Le rôle des imams en détention a également été étudié : leur autorité peut renforcer des interprétations radicales, mais la littérature

montre aussi qu'ils jouent souvent un rôle de médiation et de désescalade (Khosrokhavar, 2019 ; Crettiez, 2016).

Les mosquées constituent un autre espace fréquemment évoqué (Amghar, 2009 ; Belaala, 2008 ; Khosrokhavar, 2019). Si les pouvoirs publics les considèrent comme des lieux à surveiller, les recherches empiriques relativisent leur rôle dans le processus de radicalisation : elles apparaissent plutôt comme des espaces de socialisation religieuse ordinaire, rarement au cœur des trajectoires d'engagement violent (Ainine et al., 2017).

Enfin, l'espace numérique a suscité un intérêt considérable (Greenberg, 2016 ; Klausen, 2015 ; McDowell-Smith et al., 2017). Internet permet la diffusion massive d'images, de vidéos et de récits séduisants, et offre aux groupes extrémistes un outil puissant de recrutement (Birmingham et al., 2009 ; Ducol, 2015). Le web facilite la formation de communautés virtuelles où les individus peuvent nouer des liens perçus comme horizontaux, immédiats et « choisis » (Bouzar, 2018 ; Alava et al., 2017). Khosrokhavar (2019) insiste sur la compression de l'espace-temps : quelques heures de navigation peuvent remplacer des mois de socialisation hors ligne. Néanmoins, la causalité directe entre exposition en ligne et passage à l'acte reste très discutée : la plupart des études montrent que l'engagement violent est rarement le produit exclusif d'un « auto-endoctrinement » numérique, mais s'inscrit dans des réseaux relationnels préexistants (Neumann, 2013 ; Crettiez, 2016).

Ces espaces de socialisation ne doivent toutefois pas être pensés de manière cloisonnée. Les trajectoires circulent fréquemment entre différents univers relationnels, institutionnels et numériques, où les interactions, les expériences vécues et les cadres idéologiques peuvent se renforcer mutuellement au fil du temps.

En somme, la littérature sur les déterminants individuels de la radicalisation violente s'est structurée autour de ces trois axes : facteurs socio-identitaires, contextes politico-sociaux, espaces de socialisation, tout en cherchant à identifier un « profil type » de l'individu radicalisé (Roy, 2015 ; Thomson, 2016). Si ces travaux ont permis de mieux comprendre certains mécanismes, ils tendent aussi à privilégier une lecture centrée sur l'individu et ses environnements immédiats, au détriment d'une analyse structurelle et politique (Ragazzi & Walmsley, 2023). Les familles y sont régulièrement évoquées comme un espace de socialisation parmi d'autres, mais demeurent rarement l'objet d'enquêtes systématiques au même titre que les prisons, les mosquées ou le web (Ahdash, 2024 ; Lacroix, 2020). C'est précisément ce « trou noir » analytique que la section suivante, consacrée à la familialisation, puis à la maternalisation du politique, propose d'explorer.

(IV) La « familialisation » de la radicalisation et du terrorisme islamique

Le déplacement des politiques de prévention vers les individus, leurs vulnérabilités et leurs espaces de socialisation a fait émerger un nouveau regard sur les familles. Alors que les premières approches de la radicalisation s'intéressaient principalement aux facteurs idéologiques, psychologiques ou comportementaux, les familles sont progressivement devenues des espaces privilégiés d'explication, de prévention et d'intervention. Ce déplacement s'inscrit dans un mouvement plus large de responsabilisation familiale déjà observé dans d'autres domaines de l'action publique, où les problèmes sociaux sont de plus en plus interprétés à travers le prisme des relations parentales et des dynamiques domestiques (Castel, 1981 ; Darmon, 1999 ; Minoc, 2017).

Cette évolution est particulièrement visible dans une partie importante de la littérature consacrée à la radicalisation. Alors que les enquêtes sociologiques portant directement sur les expériences familiales demeurent relativement rares, les approches psychologiques, cliniques et sécuritaires ont largement

contribué à faire de la famille un espace central d'explication du phénomène (Bazex et al., 2017 ; Benslama, 2016 ; Epstein, 2020 ; Rousseau, 2019). Fidèles à une longue tradition d'interprétation des déviances à partir des dynamiques familiales, ces travaux présentent fréquemment la famille comme un facteur de protection ou, au contraire, comme un facteur de risque susceptible d'expliquer certaines trajectoires radicales (Bjørge & Horgan, 2009 ; Horgan, 2009 ; Harris-Hogan, 2014 ; Pels & De Ruyter, 2012).

Cette lecture contribue à déplacer progressivement le regard des causes structurelles, historiques et géopolitiques de la violence politique vers les pratiques éducatives, les relations intrafamiliales et les modes de socialisation parent-enfant. Les familles, et plus particulièrement les familles musulmanes, apparaissent alors comme des espaces où la radicalisation pourrait être détectée, expliquée et prévenue. Plusieurs travaux décrivent ainsi les trajectoires radicales à partir de récits marqués par l'absence paternelle, les conflits familiaux, les difficultés éducatives ou les supposées défaillances parentales (Guenifi, 2014 ; Jovelin, 2016 ; Le Breton, 2016 ; Rolling & Corduan, 2018). Dans cette perspective, la radicalisation tend progressivement à être reformulée comme une question de socialisation familiale.

Parallèlement, les politiques publiques de prévention accordent une place croissante aux proches dans les dispositifs d'intervention. Les familles sont désormais mobilisées comme partenaires de la prévention, capables d'identifier les « signes » de radicalisation, de surveiller les trajectoires des jeunes et de contribuer aux processus de désengagement (Koehler, 2017 ; Weggemans et al., 2022). Elles deviennent ainsi simultanément des objets de vigilance et des instruments de contre-radicalisation.

Plusieurs auteur·rice·s ont toutefois souligné les effets problématiques de ce déplacement. Kundnani (2008, 2012) montre notamment comment certaines approches psychologiques et culturalistes contribuent à convertir un problème

politique en problème culturel ou communautaire. La focale sur les vulnérabilités individuelles et les environnements familiaux tend alors à invisibiliser les dimensions structurelles, historiques et géopolitiques de la violence politique. Ce qui était auparavant analysé comme un phénomène politique est progressivement requalifié à travers les catégories de la socialisation, de la culture ou de la parentalité.

Les travaux récents d'Ahdash (2024, 2025) permettent de saisir l'aboutissement de cette transformation. Selon elle, les politiques contemporaines de prévention et de contre-terrorisme interviennent de manière croissante dans les relations parent-enfant, les pratiques éducatives et les formes de socialisation au sein des familles musulmanes. La menace terroriste est ainsi progressivement relocalisée dans l'espace domestique lui-même. Les familles ne sont plus seulement perçues comme affectées par la radicalisation : elles deviennent l'un des lieux privilégiés où celle-ci est supposée émerger, se développer et pouvoir être prévenue.

Le déplacement est considérable. Alors que les premières réponses au terrorisme s'inscrivaient principalement dans une logique sécuritaire et géopolitique, vingt années de gouvernementalité préventive ont progressivement déplacé le regard vers les individus, leurs vulnérabilités, leurs espaces de socialisation et, finalement, leurs familles. Cette évolution produit ainsi une familialisation de la radicalisation : un processus par lequel les causes, les explications et les responsabilités associées à la violence politique sont de plus en plus recherchées dans la sphère familiale. Les familles deviennent alors des partenaires privilégiés des politiques de prévention, mais également des objets de surveillance, d'évaluation et de responsabilisation croissante.

(V) La maternalisation de la radicalisation et du terrorisme islamique

La généalogie retracée dans les pages précédentes montre comment la radicalisation est progressivement devenue un problème familial. Les politiques de prévention, les dispositifs institutionnels et une partie importante de la littérature scientifique ont progressivement déplacé leur attention vers les familles, désormais considérées comme des espaces privilégiés d'explication, de prévention et d'intervention. Pourtant, la notion même de « familialisation » mérite d'être interrogée. En effet, parler de la famille comme d'une entité homogène tend à masquer les rapports de pouvoir, les divisions du travail parental et les responsabilités différenciées qui traversent les relations familiales.

Depuis plusieurs décennies, les travaux féministes ont montré que les processus de responsabilisation familiale reposent rarement sur la famille dans son ensemble. Derrière les injonctions adressées aux « parents » ou aux « proches », ce sont généralement les femmes, et plus particulièrement les mères, qui se voient confier les responsabilités éducatives, morales et affectives liées à la gestion des problèmes sociaux (Roberts, 1993 ; Collins, 2000 ; Glenn, 2010 ; O'Reilly, 2023). Les politiques publiques ont ainsi historiquement tendance à déléguer aux mères une part importante du travail de régulation sociale, tout en les tenant responsables des échecs associés à cette mission.

Les travaux de Dorothy Roberts sont particulièrement éclairants à cet égard. À partir de l'étude des politiques sociales et pénales américaines, Roberts (1993 ; 2014) montre que les processus de surveillance et de responsabilisation parentale s'exercent de manière profondément différenciée selon la race, la classe et le genre. Certaines maternités sont davantage considérées comme problématiques, défaillantes ou potentiellement dangereuses que d'autres. Les mères racisées, et notamment les mères noires dans le contexte américain,

deviennent ainsi des cibles privilégiées des interventions institutionnelles. La parentalité apparaît alors moins comme une catégorie universelle que comme un espace traversé par des rapports de pouvoir et des hiérarchies sociales. Ces analyses permettent de relire sous un nouvel angle les transformations observées dans le champ de la prévention de la radicalisation. Plusieurs auteur·rice·s ont déjà montré que les familles musulmanes occupent une place croissante dans les dispositifs contemporains de prévention et de contre-terrorisme (Ahdash, 2024 ; 2025 ; Sarg, 2023 ; Maher & Neumann, 2016). Toutefois, ces travaux soulignent également que cette responsabilisation familiale ne s'exerce pas de manière uniforme. Ahdash (2025) montre notamment que les interventions institutionnelles se concentrent de façon particulière sur les pratiques éducatives, les relations parent-enfant et les modes de socialisation au sein des familles musulmanes. Derrière la catégorie de « famille musulmane » émergent déjà des attentes spécifiques adressées aux mères, fréquemment présentées comme les principales responsables de la transmission des valeurs, de la cohésion familiale et de la prévention de la radicalisation.

Les recherches menées dans le cadre de ma maîtrise et de mon doctorat prolongent ces constats. Les matériaux recueillis auprès de plus de 150 familles concernées par des situations de signalement, de soupçon ou de radicalisation montrent que les mères occupent une place centrale dans les interactions avec les institutions (Braa, 2026a). Elles sont les premières contactées, les principales interlocutrices des professionnel·le·s et celles auxquelles sont adressées les attentes les plus fortes en matière de vigilance, de prévention et de contrôle. Les pères apparaissent souvent en arrière-plan des dispositifs, alors même que les politiques publiques continuent officiellement de s'adresser aux « familles » ou aux « parents ».

Ces observations invitent ainsi à dépasser la seule notion de familialisation. Si la radicalisation est progressivement devenue un problème familial, les

responsabilités associées à sa prévention tendent à être distribuées de manière profondément asymétrique. Les familles sont mobilisées comme partenaires de la prévention, mais cette mobilisation repose largement sur le travail éducatif, émotionnel et relationnel des mères. La catégorie de famille fonctionne alors comme un écran qui masque une responsabilisation beaucoup plus ciblée.

C'est précisément pour rendre compte de ce déplacement que j'ai proposé, dans le cadre de ma thèse doctorale, le concept de maternalisation de la radicalisation (Braa, 2026a). Ce concept désigne le processus par lequel des responsabilités relevant historiquement de l'État, de la sécurité ou de l'action publique sont progressivement transférées vers les mères, qui deviennent des actrices ordinaires de la prévention. Elles sont appelées à surveiller, détecter, signaler, corriger et parfois même désengager leurs enfants de trajectoires perçues comme problématiques. La prévention de la radicalisation repose alors sur une présomption implicite : celle selon laquelle les mères, en raison de leur proximité affective et de leur rôle supposé au sein de la famille, seraient naturellement les mieux placées pour identifier les signes de radicalisation et intervenir avant le passage à l'acte.

La notion de maternalisation permet ainsi de mettre au jour ce que la catégorie plus générale de « familialisation » tend à invisibiliser. Là où les politiques publiques et une partie de la littérature parlent de familles, les responsabilités préventives sont en réalité largement concentrées sur certaines femmes, et plus particulièrement sur les mères musulmanes. Les recherches doctorales menées auprès de familles concernées montrent ainsi que les mères deviennent simultanément des partenaires privilégiées de la prévention, des objets de surveillance institutionnelle et des actrices auxquelles est confiée une part croissante du travail de sécurité. Derrière la familialisation de la radicalisation se dessine donc un mouvement plus spécifique : la maternalisation des responsabilités préventives (Braa, 2026b).

Conclusion

Vingt ans après l'émergence des premières politiques européennes de prévention de la radicalisation, il devient possible de prendre un certain recul sur les transformations qu'elles ont produites. Au lendemain des attentats qui ont marqué le début du XXI^e siècle, l'urgence de prévenir s'est progressivement imposée comme une évidence politique. Face à la crainte de nouveaux attentats, une multitude de programmes, de dispositifs institutionnels, de centres spécialisés, de formations professionnelles et de mécanismes de signalement ont été développés à travers l'Europe. La radicalisation est alors devenue l'un des principaux objets des politiques contemporaines de sécurité, mobilisant des ressources considérables et suscitant une production scientifique, politique et institutionnelle sans précédent (Braa, 2026a).

Cette mobilisation reposait sur une ambition centrale : comprendre, identifier et prévenir les trajectoires conduisant à la violence politique. Pendant près de vingt ans, le monde de la recherche, les pouvoirs publics et les milieux professionnels ont tenté de définir la radicalisation, d'en identifier les causes, de repérer des facteurs de risque, de construire des modèles explicatifs et de dégager des profils susceptibles de permettre une intervention précoce. Pourtant, malgré l'importance des moyens investis, aucun consensus stable n'a émergé. La radicalisation demeure aujourd'hui une catégorie profondément disputée, les trajectoires observées restent extrêmement hétérogènes et l'existence d'un « profil type » continue d'échapper aux tentatives de modélisation.

C'est précisément dans cet espace d'incertitude que s'est progressivement déployée la gouvernamentalité préventive. À mesure que les limites des approches centrées sur l'individu devenaient visibles, le regard institutionnel s'est déplacé vers les environnements relationnels, les espaces de

socialisation et les proches. Si l'on devait représenter graphiquement la généalogie retracée dans ce Cahier, on observerait un déplacement progressif du terrorisme vers la radicalisation, de la radicalisation vers les individus, des individus vers leurs environnements sociaux, puis de ces environnements vers les familles elles-mêmes. Autrement dit, à mesure que la radicalisation devenait plus difficile à définir, à prédire et à repérer, la responsabilité de sa prévention était progressivement transférée vers ceux et celles supposé·e·s être les plus proches des individus concernés.

Ce processus produit une familialisation de la radicalisation (Ahdash, 2024). Les familles sont progressivement devenues des partenaires privilégiés des politiques de prévention, mais également des objets de surveillance, d'évaluation et de responsabilisation croissante. Ce déplacement repose sur une hypothèse implicite : les proches seraient naturellement mieux placés pour détecter les signes avant-coureurs d'une éventuelle radicalisation et intervenir avant le passage à l'acte. Pourtant, cette hypothèse contraste avec l'incapacité persistante des institutions et des expertises elles-mêmes à définir de manière consensuelle ce qu'est la radicalisation ou à identifier avec certitude les trajectoires qui y conduisent.

Les recherches menées dans le cadre de ma maîtrise (Braa, 2018) et de mon doctorat (Braa, 2026, 2025, 2023) invitent toutefois à prolonger encore cette réflexion. Derrière la catégorie apparemment neutre de « famille » se dessine une distribution profondément inégale des responsabilités préventives. Les attentes institutionnelles en matière de vigilance, de prévention et de contrôle reposent très largement sur les mères, et plus particulièrement sur les mères musulmanes. Ainsi, vingt années de gouvernementalité préventive produisent non seulement une familialisation de la radicalisation (Ahdash, 2024), mais également les conditions d'une maternalisation du politique : un processus par lequel des responsabilités historiquement associées à l'État et à la sécurité

sont progressivement transférées vers des actrices privées, mobilisées au nom de leur proximité supposée avec le risque (Braa, 2025).

Retracer cette généalogie ne permet donc pas seulement de comprendre comment la radicalisation est devenue un problème familial. Cela permet également de saisir comment, au nom de la prévention, des responsabilités politiques et sécuritaires ont été progressivement déplacées vers la sphère domestique, transformant les familles, et plus particulièrement les mères musulmanes, en actrices ordinaires du gouvernement contemporain des risques.

Références

- Abadie, A. (2006). Poverty, political freedom, and the roots of terrorism. *American Economic Review*, 96(2), 50-56.
- Abbas, T. (2019). *Islamophobia and radicalisation: A vicious cycle*. Hurst.
- Ahdash, F. (2025). The Securitisation of Parenting: The Regulation of Parenting in the Counterterrorism Context. *Child and Family Law Quarterly*.
- Ahdash, F. (2024). The familialization of terrorism and the securitization of the family: gendered narratives of infantilization and demonization. *Journal of Law and Society*, 51(2), 212-238.
- Ainine, S., et al. (2017). Mosquées et prévention de la radicalisation: Enjeux et limites. *Revue européenne des migrations internationales*, 33(3), 125-145.
- Akbar, A. (2015). National security's broken windows. *UCLA L. Rev.*, 62, 834.
- Alava, S., Frau-Meigs, D., & Hassan, G. (2017). *Youth and violent extremism on social media: mapping the research*. UNESCO publishing.
- Amghar, S. (2009). L'Europe, terre d'influence des Frères musulmans. *Politique étrangère*, (2), 377-388.
- Amghar, S., & Mégie, A. (2016). Jihadist Networks: Response in Europe and the Arab World. *IEMed: Mediterranean yearbook*, (2016), 56.
- Amin, E. (2015). *Reclaiming jihad: A Qur'anic critique of terrorism*. Kube Publishing Ltd.
- Amiriaux, V. (2015). Après le 7 janvier 2015, quelle place pour le citoyen musulman en contexte libéral sécularisé?. *Multitudes*, (2), 83-93.
- Amiriaux, V., & Araya-Moreno, J. (2014). Pluralism and radicalization: Mind the gap. *Religious radicalization and securitization in Canada and beyond*, 92-120.
- Andersson Malmros, R. (2021). Translating ideas into actions: Analyzing local strategic work to counter violent extremism. *Democracy and Security*, 17(4), 399-426.

Arènes, C. (2014). Prevention of terrorism in Britain: Fighting violent or non-violent extremism? The influence of the Quilliam Foundation. In *The politics of ethnic diversity in the British Isles* (pp. 58-73). London: Palgrave Macmillan UK.

Argomaniz, J. (2009). *The Institutionalisation and Consistency of Post-9/11 European Union Counter-terrorism* (Doctoral dissertation, University of Nottingham).

Atangana, E. M. (2018). The underlying reasons for the emerging dynamic of regional security cooperation against Boko Haram. *Africa Review*, 10(2), 206-215.

Atran, S. (2016). The devoted actor: Unconditional commitment and intractable conflict across cultures. *Current anthropology*, 57(S13), S192-S203.

Awan, I. (2016). Cyber threats and cyber terrorism: The internet as a tool for extremism. In *Policing cyber hate, cyber threats and cyber terrorism* (pp. 21-38). Routledge.

Baker-Beall, C. (2016). The European Union's fight against terrorism: Discourse, policies, identity. In *The European Union's fight against terrorism*. Manchester University Press.

Balestrini, P. P. (2020). Public opinion and terrorism: does the national economic, societal and political context Really Matter?. *European security*, 29(2), 189-211.

Bazex, H., Bénézech, M., & Mensat, J. Y. (2017). «Le miroir de la haine». La prise en charge pénitentiaire de la radicalisation: analyse clinique et criminologique de 112 personnes placées sous main de justice. In *Annales Médico-psychologiques, revue psychiatrique* (Vol. 175, No. 3, pp. 276-282). Elsevier Masson.

Beck, U. (2003). La société du risque globalisé revue sous l'angle de la menace terroriste. *Cahiers internationaux de sociologie*, 114(1), 27-33.

Bekale, L. N. (2022). L'Union Africaine et la gouvernance de la sécurité: Une contribution de la société civile à la prévention des conflits. *Paix et sécurité européenne et internationale*.

Bjørge, T. (Ed.). (2004). *Root causes of terrorism: Myths, reality and ways forward*. Routledge.

Bjørge, T., & Horgan, J. (2009). Leaving terrorism behind. *Individual and collective*.

Belaala, S. (2008). *Ethnicité, nationalisme et radicalisation islamiste violente: Etude culturelle du djihadisme en Algérie (1989–2007)* (Doctoral dissertation, Ph. D. diss., Institut d'Études Politiques de Paris).

Bencherif, A., Belporo, L. C., & Morin, D. (2022). Étude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents dans l'espace francophone. *Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents*.

Benslama, F. (2016). *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*. Média Diffusion.

Bermingham, A., Conway, M., McInerney, L., O'Hare, N., & Smeaton, A. F. (2009). Combining social network analysis and sentiment analysis to explore the potential for online radicalisation. In *2009 International Conference on Advances in Social Network Analysis and Mining* (pp. 231-236). IEEE.

Beunas, C. (2022). La construction de la lutte contre la radicalisation en France: préconisations et déclinaisons d'une nouvelle prérogative d'État (2009-2019).

Boltanski, L. (2004). *La condition foetale: une sociologie de l'engendrement et de l'avortement*. Gallimard.

Bonelli, L., & Carrié, F. (2018). *La fabrique de la radicalité—Une sociologie des jeunes djihadistes français*. Média Diffusion.

Borum, R. (2003). Understanding the terrorist mind-set. *FBI J. Enforcement Bull.*, 72, 7.

Borum, R. (2011). Radicalization into violent extremism I: A review of social science theories. *Journal of strategic security*, 4(4), 7-36.

Borum, R., & Fein, R. (2017). The psychology of foreign fighters. *Studies in Conflict & Terrorism*, 40(3), 248-266.

Bouzar, D. (2018). Le processus de radicalisation «jihadiste»: une triple dimension émotionnelle, relationnelle et idéologique. *Les Cahiers de l'Orient*, 130(2), 147-166.

Braa, A. (2026a). Les expériences familiales de la radicalisation en Tunisie, en Italie et au Québec. *Thèse de doctorat, Université de Montréal*.

Braa, A. (2026b). Beyond Victimhood: Gender, Morality, and Radicalization Across Quebec, Italy, and Tunisia. *Feminist Criminology*, 15570851261459479.

Braa, A. (2025). La maternalisation de la radicalisation et du terrorisme islamique: une analyse intersectionnelle. *RELIER*, 33(2).

Braa, A. (2023). Les expériences socioscolaires au prisme de la (dé) radicalisation au Québec: une double peine?. *Sociologie et sociétés*, 55(2), 231-258.

Braa, A. (2018). Le processus de radicalisation: prise de conscience.

Bras, J. P. (2007). Le Maghreb dans la «guerre contre le terrorisme»: enjeux juridiques et politiques des législations «anti-terroristes». *L'Année du Maghreb*, (II), 447-467.

Brie, G., & Rambourg, C. (2017). Radicalisation et mystifications. *Délinquance, justice et autres questions de société*. Récupéré sur URL: <http://laurentmucchielli.org/index.php>.

Brion, F. (2019). Qui sème le vent... Vers une évaluation du plan d'action contre la radicalisation dans les prisons. *L'effet radicalisation et le terrorisme. Etat des pratiques et des recherches*, 57-83.

Burgat, F. (2016). *Comprendre l'islam politique: une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste, 1973-2016*. La découverte.

Castel, R. (1981). *La gestion des risques*. Minuit.

Castel, R. (2013). Individus, risques et supports collectifs. *Idées économiques et sociales*, 171(1), 24-32.

Chantraine, G., & Scheer, D. (2021). Performing the enemy? No-risk logic and the assessment of prisoners in "radicalization assessment units" in French prisons. *Punishment & Society*, 23(2), 260-280.

Chantraine, G., Scheer, D., & Depuiset, M. A. (2022). Les «QER»: récit des prémices de l'évaluation de la radicalisation dans les prisons

françaises. *Criminocorpus. Revue d'Histoire de la justice, des crimes et des peines*, (20).

Christmann, K. (2012). Preventing religious radicalisation and violent extremism: A systematic review of the research evidence.

Collins, P. H. (2000). Gender, black feminism, and black political economy. *The annals of the American academy of political and social science*, 568(1), 41-53.

Conti, U. (2017). Il terrorismo jihadista occidentale: considerazioni per un'interpretazione subculturale. *Comunicazioni sociali: 1*, 2017, 141-150.

Coolsaet, R. (2005). Radicalisation and Europe's counter-terrorism strategy. *La haye, royal institute for International Relations (Brussels) and Ghent University, The Transatlantic Dialogue on terrorism CSIS/Clingendael The Hague*.

Crettiez, X. (2016). Penser la radicalisation. *Revue française de science politique*, 66(5), 709-727.

Darmon, M. (1999). Les« Entreprises» De La Morale Familiale. *French Politics, Culture & Society*, 17(3), 1-19.

Dawson, L. L. (2023). Insights from the study of new religious movements into the process of radicalisation. In *The Routledge Handbook on Radicalisation and Countering Radicalisation* (pp. 132-149). Routledge.

Dawson, L. L., & Amarasingam, A. (2017). Talking to foreign fighters: Insights into the motivations for Hijrah to Syria and Iraq. *Studies in Conflict & Terrorism*, 40(3), 191-210.

De Coensel, S. (2018). Processual models of radicalization into terrorism: A best fit framework synthesis. *Journal for Deradicalization*, (17), 89-127.

De Galember, C. (2016). De l'utilitarisme religieux de la république laïque en monde pénitentiaire. *Mouvements*, 88(4), 75-84.

De Goede, M., & Simon, S. (2013). Governing future radicals in Europe. *Antipode*, 45(2), 315-335.

Della Porta, D. (2018). Radicalization: A relational perspective. *Annual Review of Political Science*, 21(1), 461-474.

Ducol, B. (2015). Comment le jihadisme est-il devenu numérique?. *Sécurité et stratégie*, 20(3), 34-43.

Ducol, B., & Wood, A. (2018). Extremist Violence on French Soil in the Wake of the Charlie Hebdo Attacks and the New Lines of Public Action. *Evidence-Based Work with Violent Extremists. International Implications of French Terrorist Attacks and Responses*, 125-156.

El Difraoui, A., & Uhlmann, M. (2015). Prévention de la radicalisation et déradicalisation: les modèles allemand, britannique et danois. *Politique étrangère*, (4), 171-182.

Epstein, D. (2020). *Muslim Radicalization: An Analysis of Three Different Ethnic Groups in the Netherlands* (Master's thesis, Reichman University (Israel)).

Folegnani, S., & Lupacchini, B. (2021). *Brigate rosse. L'invisibile. Dalla Spiotta a via Fani, dal rapimento Gancia al sequestro Moro*. Edizioni Falsopiano.

Fontanel, J., & Ward, M. (2002). A hard look at the costs of peace. *World Economics*, 3(2).

Gagnon, B. (2006). Les opérations terroristes réseautiques. *Criminologie*, 39(1), 23-42.

Gemmeri, T. (2015). *Online-radikalisering: forebyggelse på internettet* (No. 2015: 03). DIIS report.

Genovese, D. (2023). The War on Terror and the War of Terror. The Reflective Politics of an Elite of Grievances and Their Young Acolytes Quest for Justice. The Case of Al Ghurabaa and The Saved Sect. *Italian Sociological Review*, 13(2), 179-200.

Glenn, E. N. (2010). *Forced to care: Coercion and caregiving in America*. Harvard University Press.

Greenberg, K. J. (2016). Counter-radicalization via the internet. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 668(1), 165-179.

Greenwood, C. (2002). International law and the 'war against terrorism'. *International Affairs*, 78(2), 301-317.

Guenifi, A. (2014). Le profil psychologique de l'engagement dans le salafisme. *Cahiers de la sécurité et de la justice*, 30, 22-31.

Guibet Lafaye, C., & Rapin, A. J. (2017). La «radicalisation» Individualisation et dépolitisation d'une notion. *Politiques de communication*, (1), 127-154.

Guild, E. (2003). International terrorism and EU immigration, asylum and borders policy: The unexpected victims of 11 September 2001. *Eur. Foreign Aff. Rev.*, 8, 331.

Hafez, M., & Mullins, C. (2015). The radicalization puzzle: A theoretical synthesis of empirical approaches to homegrown extremism. *Studies in Conflict & Terrorism*, 38(11), 958-975.

Harris-Hogan, S. (2014). The importance of family: The key to understanding the evolution of Jihadism in Australia. *Security Challenges*, 10(1), 31-50.

Heath-Kelly, C. (2013). Counter-terrorism and the counterfactual: Producing the 'radicalisation' discourse and the UK PREVENT strategy. *The British journal of politics and international relations*, 15(3), 394-415.

Hemmingsen, A. S. (2015). Viewing jihadism as a counterculture: Potential and limitations. *Behavioral sciences of terrorism and political aggression*, 7(1), 3-17.

Horgan, J. G. (2009). *Walking away from terrorism: Accounts of disengagement from radical and extremist movements*. Routledge.

Jones, C., & Narag, R. (2018). *Inmate radicalisation and recruitment in prisons*. Routledge.

Jovelin, E. (2016). De la délinquance à la radicalisation. *Hommes & migrations*, 1315(3), 59-68.

Khosrokhavar, F. (2019). *Radicalisation*. Les Editions de la MSH.

Klausen, J. (2015). Tweeting the Jihad: Social media networks of Western foreign fighters in Syria and Iraq. *Studies in Conflict & Terrorism*, 38(1), 1-22.

Koehler, D. (2017). *Understanding deradicalization*. Routledge.

- Kruglanski, A., Jasko, K., Webber, D., Chernikova, M., & Molinario, E. (2018). The making of violent extremists. *Review of General Psychology*, 22(1), 107-120.
- Kundnani, A. (2012). Radicalisation: the journey of a concept. *Race & class*, 54(2), 3-25.
- Kundnani, A. (2008). Islamism and the roots of liberal rage. *Race & Class*, 50(2), 40-68.
- Lacroix, I. (2020). Laurent Bonelli et Fabien Carrié, La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français (Seuil, 2018). *Sociologie*.
- Laurano, P., & Anzera, G. (2017). L'analisi sociologica del nuovo terrorismo tra dinamiche di radicalizzazione e programmi di de-radicalizzazione. *Quaderni di sociologia*, (75), 99-115.
- Le Breton, D. (2016). Le djihadisme comme rite de virilité. *Jeffrey D. et al., Jeunes et djihadisme. Les conversions interdites. Presses de l'Université Laval*, 75-113.
- Madriaza, P., Ponsot, A. S., & Stock-Rabbat, L. (2017). La prévention de la radicalisation à l'international. *Les Cahiers Dynamiques*, 72(2), 34-41.
- Maher, S., & Neumann, P. R. (2016). Pain, confusion, anger, and shame: The stories of Islamic State families. *London: ICSR. Accessed on August, 4, 2016*.
- Malthaner, S. (2017). Radicalization: The evolution of an analytical paradigm. *European Journal of Sociology/Archives Européennes de Sociologie*, 58(3), 369-401.
- McCauley, C., & Moskalenko, S. (2008). Mechanisms of political radicalization: Pathways toward terrorism. *Terrorism and political violence*, 20(3), 415-433.
- McCulloch, J. (2002). War at home: National security arrangements post 11 September 2001. *Alternative Law Journal*, 27(2), 87-91.
- McDowell-Smith, A., Speckhard, A., & Yayla, A. S. (2017). Beating ISIS in the digital space: Focus testing ISIS defector counter-narrative videos with American college students. *Journal for Deradicalization*, (10), 50-76.

McLaughlin, G. (2021). *La «RADICALISATION»: enquête sur une notion à la croisée des politiques publiques et des sciences sociales* (Doctoral dissertation, Université d'Ottawa/University of Ottawa).

Meddeb, A. (2017). Tunisie libre. *La Couleur des idées*, 177-180.

Minoc, J. (2017). (Dés) ordres familiaux à la loupe. Les normes maternelles et paternelles au prisme de l'enquête sociale. *Droit et société*, 95(1), 71-86.

Moghaddam, F. M. (2005). The staircase to terrorism: A psychological exploration. *American psychologist*, 60(2), 161.

Müller, H. (2003). *Terrorism, proliferation: a European threat assessment*. Institute for Security Studies, European Union.

Neumann, P. R. (2013). The trouble with radicalization. *International affairs*, 89(4), 873-893.

O'Reilly, A. (2023). *Normative Motherhood:: Regulations, Representations, and Reclamations*. Demeter Press.

Papin, D. (2006). Les attentats de Londres, révélateur du malaise de la nation britannique. *Hérodote*, 120(1), 190-199.

Pels, T., & De Ruyter, D. J. (2012). The influence of education and socialization on radicalization: An exploration of theoretical presumptions and empirical research. In *Child & youth care forum* (Vol. 41, No. 3, pp. 311-325). Boston: Springer US.

Piazza, J. A. (2011). Poverty, minority economic discrimination, and domestic terrorism. *Journal of Peace Research*, 48(3), 339-353.

Puaud, D. (2016). Le spectre du radical islamiste. *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues*, (146-147), 243-261.

Ragazzi, F. (2014). Policed multiculturalism?: The impact of counter-terrorism and counter-radicalization and the 'end' of multiculturalism 1. In *Counter-radicalisation* (pp. 156-174). Routledge.

Ragazzi, F. (2017). Countering terrorism and radicalisation: Securitising social policy?. *Critical Social Policy*, 37(2), 163-179.

Ragazzi, F., & Walmsley, J. (2023). Who should be involved with counter-radicalisation policy and practice?. In *The routledge handbook on radicalisation and countering radicalisation* (pp. 276-291). Routledge.

Raineri, L., & Strazzari, F. (2021). Dissecting the EU response to the 'migration crisis'. *The EU and crisis response*, 201-226.

Roberts, D. E. (1993). Motherhood and crime. *Iowa L. Rev.*, 79, 95.

Roberts, D. (2014). *Killing the black body: Race, reproduction, and the meaning of liberty*. Vintage.

Rolling, J., & Corduan, G. (2018). La radicalisation, un nouveau symptôme adolescent?. *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence*, 66(5), 277-285.

Rolling, J., Corduan, G., Roth, M., Schroder, C. M., & Mengin, A. C. (2022). Violent radicalization and post-traumatic dissociation: clinical case of a young adolescent girl radicalized. *Frontiers in psychiatry*, 13, 793291.

Rousseau, C. (2019). La radicalisation violente au Québec: comprendre, prévenir et intervenir. *Le Genre humain*, 61(2), 135-145.

Roy, O. (2015). Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste. *Le Monde*, 24(11), 2015.

Ryan, M. (2004). Framing the war against terrorism: US newspaper editorials and military action in Afghanistan. *Gazette (leiden, netherlands)*, 66(5), 363-382.

Sageman, M. (2004). *Understanding terror networks*. University of Pennsylvania press.

Samaras, I. N. (2005). Représentations du 11-Septembre dans quatre journaux grecs. Une question de cadrage. *Questions de communication*, (8), 367-388.

Sarg, R. (2023). L'influence familiale dans les processus de radicalisation et de sortie de la violence. *Cahiers de la sécurité et de la justice*, 58(2), 13-19.

Schmid, A. P. (2013). Radicalisation, de-radicalisation, counter-radicalisation: A conceptual discussion and literature review. *ICCT research paper*, 97(1), 22.

- Sedgwick, M. (2010). The concept of radicalization as a source of confusion. *Terrorism and political violence*, 22(4), 479-494.
- Silber, M. D., Bhatt, A., & Analysts, S. I. (2007). *Radicalization in the West: The homegrown threat* (pp. 1-90). New York: Police Department.
- Tertrais, B. (2004). La «guerre mondiale contre la terreur», 2001-2004. *Politique étrangère*, 533-546.
- Thomson, D. (2016). *Les revenants. Ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*. Média Diffusion.
- Vanderhaeghen, O. (2018). Preventing of violent radicalisation. From understanding to preventing the phenomenon.
- Vidino, L. (2014). European foreign fighters in Syria: dynamics and responses. *European View*, 13(2), 217-224.
- Von Hippel, K. (2006). Responding to the roots of terror 1. In *Mapping terrorism research* (pp. 94-105). Routledge.
- Von Schorlemer, S. (2003). Human rights: substantive and institutional implications of the war against terrorism. *European Journal of International Law*, 14(2), 265-282.
- Wahlström, M. (2022). Constructing “violence-affirming extremism”: A Swedish social problem trajectory. *Critical studies on terrorism*, 15(4), 867-892.
- Weggemans, D., Liem, M., & van der Zwan, M. (2022). A family affair? Exploratory insights into the role of family members of those who joined jihadist groups. *Security Journal*, 35(3), 849-862.
- Welz, M. (2022). Institutional choice, risk, and control: The G5 Sahel and conflict management in the Sahel. *International Peacekeeping*, 29(2), 235-257.
- Wiktorowicz, Q. (2004). Conceptualizing Islamic Activism. *Isim Newsletter*, 14(1), 34-35.
- Wilhelmsen, F. (2022). When the medium is not the message: Breivik, tarrant, and the conceptions of history of contemporary right-wing extremist lone-actor terrorists. *Fascism*, 11(1), 109-138.

Winfield, B. H., Friedman, B., & Trisnadi, V. (2002). History as the metaphor through which the current world is viewed: British and American newspapers' uses of history following the 11 September 2001 terrorist attacks. *Journalism studies*, 3(2), 289-300.